

Reconnaissance de la Chine

Le Canada luttait pour la reconnaissance de la Chine depuis l'offensive communiste réussie contre le gouvernement nationaliste et la proclamation du gouvernement central de la République populaire de Chine en 1949. Le Canada avait ouvert une ambassade à Nankin en 1941 mais l'avait fermée en 1951, sur ordre du gouvernement de Beijing, après avoir appuyé une résolution des Nations Unies condamnant la Chine en tant qu'agresseur de la Corée.

Les gouvernements canadiens successifs cherchèrent à faire reconnaître la Chine et à la faire admettre aux Nations Unies, mais des tensions et des conflits internationaux entravèrent ses efforts. Ce n'est qu'en 1969 que le gouvernement du premier ministre Trudeau entra en négociation avec Beijing. Malgré l'opposition de Washington, Trudeau était impatient de mettre fin à l'isolement de la Chine, convaincu qu'ignorer l'une des plus grandes puissances dans le domaine des affaires internationales, plutôt que de traiter avec elle, était dénué de sens. La reconnaissance officielle a eu lieu le 10 octobre 1970. À

l'époque, la plupart des pays occidentaux tenaient encore compte des revendications du régime nationaliste sur l'île de Taïwan, qui occupait un siège disputé en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies. L'exemple du Canada incita plusieurs pays, notamment les États-Unis en 1973, à lui emboîter le pas.



Le premier ministre Trudeau avec le président chinois Mao Zedong à Beijing, octobre 1973

UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

En 1983 et 1984, alors que la guerre froide s'éternisait, le premier ministre Pierre Elliot Trudeau proposa sa propre initiative de paix. Il rendit visite aux dirigeants de l'Ouest et de l'Est pour les persuader de négocier une diminution de l'armement nucléaire et de réduire les tensions. Malgré le soutien reçu par l'initiative, Trudeau ne parvint pas à convaincre les superpuissances d'entreprendre des négociations. Toutefois, Moscou et Washington acceptèrent finalement d'entamer des pourparlers bilatéraux sur la limitation de l'arsenal nucléaire en 1985.

L'effondrement des régimes communistes du bloc de l'Est marqua la fin de la guerre froide il y a une dizaine d'années. Cela se traduisit par une réduction considérable des tensions internationales. Cependant les dividendes de la paix escomptés ne se concrétisèrent pas et le monde doit aujourd'hui faire face à un grand nombre de nouvelles menaces pour la paix et la sécurité, comme les migrations massives, la criminalité transnationale, la détérioration

13

parti des ouvertures et exploiter l'adversité afin de mieux se lancer à l'attaque. Sa vaste expérience et sa vivacité à saisir l'essentiel lui ont conféré l'aplomb nécessaire, même lorsqu'il était sous pression, et cela a inspiré confiance aux autres ».

Depuis lors, le Canada prend part à presque toutes les missions de maintien de la paix des Nations Unies dans le monde (plus de 40 depuis 1956). Le maintien de la paix est devenu une spécialité du Canada et un gage de l'engagement concret de notre pays envers la paix et la sécurité internationales (www.dfait-maeci.gc.ca/peacekeeping/menu-f.asp).

1958

Le Canada est élu au sein du Conseil de sécurité de l'ONU pour un second mandat de deux ans.

Du 24 février au 28 avril se déroule à Genève la première Conférence sur le droit de la mer. Le Canada, qui possède le littoral le plus long au monde, joue un rôle de premier plan dans les négociations et dans la formulation de la Convention sur le droit de la mer, qui finira par entrer en vigueur le 16 novembre 1994. La délégation canadienne, dirigée par George Drew (assis à l'extrême-droite), haut-commissaire du Canada à Londres, figure ici. ►

Le 12 mai, Ottawa et Washington signent l'Accord sur la défense aérienne du continent nord-américain (NORAD) qui, en 1981, sera renommé Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord.



photo : Collection Jim Nutt

1961

Indigné des politiques ségrégationnistes de l'Afrique du Sud à l'égard de sa majorité noire, le premier ministre John Diefenbaker fait front commun avec les membres africains et asiatiques, et est le seul dirigeant blanc à s'opposer à la demande de renouvellement de l'adhésion de ce pays au Commonwealth lors de la Conférence du Commonwealth. L'Afrique du Sud retire sa demande.